

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/22118]

23 SEPTEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Titre XI du Livre V de la Deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, relatives aux services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, partie décrétole, article 283, 6° et 7°;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 novembre 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 novembre 2020;

Vu le rapport du 26 novembre 2020 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution; Vu l'avis du Comité de branche handicap de l'Agence, donné le 20 mai 2021;

Vu l'avis 69.161/4 du Conseil d'Etat, donné le 3 mai 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la nécessité d'adapter avec un effet rétroactif les paramètres de calcul du montant des subventions octroyées aux services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes en situation de handicap agréés et subventionnés et de régulariser des situations dans le respect des exigences de sécurité juridique et des droits individuels de chaque service;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé et de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 1216, 5°, d), du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, les mots « des dossiers en services d'accompagnement pour adultes » sont remplacés par les mots « en service d'aide en milieu de vie visés au titre VII ».

Art. 3. Dans l'article 1248 du même Code, les mots « Les montants repris à l'annexe 100 ainsi que » sont insérés avant les mots « les échelles de traitement ».

Art. 4. L'article 1250 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1250. Le coefficient d'adaptation visé à l'article 1255, § 1^{er}, 2°, à appliquer pour l'année en cours correspond au résultat de la multiplication de 2 pourcents par le nombre de mois de l'année antérieure qui ont précédé la date à laquelle les montants des subventions par prise en charge sont indexés conformément à l'article 1248 divisé par douze, augmenté de 1.

Lorsque plusieurs indexations ont eu lieu au cours de l'année précédente, ce calcul est réalisé pour chaque indexation et les résultats de chacun de ces calculs sont multipliés entre eux pour obtenir le coefficient d'adaptation pour l'année en cours. ».

Art. 5. Dans l'article 1252, § 1^{er}, du même Code, les mots « figurant à l'Annexe 100 » sont remplacés par les mots « calculé sur base des paramètres figurant à l'Annexe 100 ».

Art. 6. Dans le même Code, il est inséré un article 1252/1 rédigé comme suit :

« Art. 1252/1. L'agence publie annuellement sur son site internet les tarifs par prise en charge calculés sur base des paramètres repris à l'Annexe 100. ».

Art. 7. Dans l'article 1255, § 1^{er}, 2°, du même Code, les mots « fixé annuellement par le Gouvernement » sont remplacés par les mots « fixé conformément aux modalités prévues à l'article 1250 » et les mots « adaptés par le Gouvernement en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation » sont remplacés par les mots « adaptés conformément aux modalités prévues à l'article 1248 ».

Art. 8. Dans l'article 1261, alinéa 2, du même Code, les mots « la subvention par prise en charge visée à l'Annexe 100, § 1^{er}, a). » sont remplacés par les mots « la subvention par prise en charge relevant de la catégorie de subventionnement C, calculée selon les modalités prévues à l'annexe 100. ».

Pour les services résidentiels pour adultes, la catégorie de pourcentage de présence le week-end au sein du service pris en considération pour l'application de la subvention par prise en charge visée à l'alinéa précédent est de plus de 75 %.

Art. 9. Dans la Deuxième partie, Livre V, Titre XI, du même Code, il est inséré un chapitre XI/1, comportant les articles 1314/95bis, 1314/95ter et 1314/95quater et rédigé comme suit :

« CHAPITRE XI/1. — *La transformation*

Art.1314/95bis. Le service d'accueil de jour pour adultes qui souhaite assurer le transfert de la totalité ou d'une partie de son objectif points vers des unités d'agrément visant à l'accompagnement d'usagers adultes ou vers une prise en charge en services de logements supervisés peut introduire une demande auprès de l'Agence.

Le service d'accueil spécialisé pour jeunes qui souhaite assurer le transfert de la totalité ou d'une partie de son objectif points vers des unités d'agrément visant à l'accueil, l'hébergement, ou l'accompagnement d'usagers adultes peut introduire la demande auprès de l'Agence.

Le projet de transfert :

1° permet le maintien du volume global de l'emploi en équivalents temps plein;

2° garantit le maintien :

a) du statut pécuniaire des travailleurs;

b) des emplois existants dans les limites définies par les normes d'agrément de la structure transformée;

3° assure la neutralité budgétaire de la transformation;

4 ° prévoit les modalités de formation du personnel;

5° répond aux objectifs du contrat de gestion.

Art. 1314/95ter. Sauf dérogation, et dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le coût des unités d'agrément ainsi créées n'est pas supérieur au reliquat de la subvention obtenue par la réduction de l'objectif points du service qui a initié la transformation.

Art.1314/95quater. Par dérogation à l'article 1314/50 et 1314/56, premier alinéa, le service qui voit son objectif points modifié suite à une transformation durant une période d'observation conserve cet objectif points modifié durant la période d'observation suivante.

En cas d'augmentation du nombre de points, les dispositions relatives à l'article 1314/56, deuxième alinéa, s'appliquent, pour la période d'observation au cours de laquelle a lieu la transformation, sur la base de l'objectif points préalable à la transformation.

En cas de diminution du nombre de points, les dispositions relatives à l'article 1314/56, deuxième alinéa, s'appliquent, pour la période d'observation au cours de laquelle a lieu la transformation, sur la base de l'objectif points après transformation. ».

Art. 10. Dans l'article 1314/185 du même Code, les mots « l'accueil, l'hébergement ou l'accompagnement d'usagers adultes » sont remplacés par les mots « l'accueil ou l'hébergement d'usagers adultes ou l'accompagnement d'usagers jeunes ou adultes.

Art. 11. Dans le même Code, il est inséré un article 1314/186bis rédigé comme suit :

« Art. 1314/186bis. Par dérogation à l'article 1314/144 et 1314/150, premier alinéa, le service qui voit son objectif points modifié suite à une transformation durant une période d'observation conserve cet objectif points modifié durant la période d'observation suivante.

En cas d'augmentation du nombre de points, les dispositions relatives à l'article 1314/150, deuxième alinéa, s'appliquent, pour la période d'observation au cours de laquelle a lieu la transformation, sur la base de l'objectif points préalable à la transformation.

En cas de diminution du nombre de points, les dispositions relatives à l'article 1314/150 deuxième alinéa s'appliquent, pour la période d'observation au cours de laquelle a lieu la transformation, sur la base de l'objectif points après transformation. ».

Art. 12. Dans le même Code, il est inséré un article 1369/88 rédigé comme suit :

« Art.1369/88. Les montants repris aux articles 1369/78 et 1369/79 sont liés à l'indice pivot 164,09 qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la Fonction publique en date du 1^{er} janvier 2013. ».

Art. 13. Dans le même Code, l'annexe 100 est remplacée par l'annexe 1 jointe au présent arrêté.

Art. 14. Dans le même Code, l'annexe 114/8 est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

Art. 15. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2019, à l'exception de l'article 12, qui produit ses effets le 1^{er} janvier 2018 et de l'article 14, qui produit ses effets le 1^{er} janvier 2020.

Art. 16. Le Ministre qui a la politique des personnes handicapées dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 septembre 2021.

Le Ministre Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances
et des Droits des Femmes,
Ch. MORREALE

Annexe 1 à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Titre XI du livre V de la Deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé, relatives aux services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées

Annexe 100 visée à l'article 1252
du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé

Les subventions par prise en charge mentionnés à l'article 1252 du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé sont calculées par addition des montants suivants :

a) Pour les services autres que les services de logements supervisés

Montant n°1 (représentant une moyenne des charges de fonctionnement) :

1.976,32 € en service résidentiel <= 60 prises en charge

1.965,94 € en service résidentiel > 60 prises en charge

Montant n°2 (représentant une moyenne des charges de personnel non éducatif) :

Pour les services gérés par un pouvoir organisateur privé

5.253,26 € en service résidentiel <= 60 prises en charge

4.214,64 € en service résidentiel > 60 prises en charge

Ces montants sont obtenus par la multiplication des coefficients de subventionnement figurant à l'annexe 109 par les barèmes moyens suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

17.000,04 € pour le personnel administratif

21.114,75 € pour les comptables

15.945,12 € pour les ouvriers

22.246,14 € pour les assistants sociaux

26.106,12 € pour les directeurs ,dans les services dont l'O.M.R. est <= à 60

31.765,00 € pour les directeurs ,dans les services dont l'O.M.R. est > à 60

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

55,66% en service résidentiel

Pour les services gérés par un pouvoir organisateur public

5.142,42 € en service résidentiel <= 60 prises en charge

4.128,22 € en service résidentiel > 60 prises en charge

Ces montants sont obtenus par la multiplication des coefficients de subventionnement figurant à l'annexe 109 par les barèmes moyens suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

16.710,92 € pour le personnel administratif

20.573,53 € pour les comptables

15.597,36 € pour les ouvriers

22.005,56 € pour les assistants sociaux

25.292,36 € pour les directeurs ,dans les services dont l'O.M.R. est <= à 60

30.981,49 € pour les directeurs ,dans les services dont l'O.M.R. est > à 60

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

55,66% en service résidentiel

Montant n°3 (représentant une moyenne des charges de personnel éducatif) :

Pour les services gérés par un pouvoir organisateur privé

Selon le type de prises en charge, les coefficients de subventionnement prévus au point a) de l'annexe 110 sont multipliés par les barèmes suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

- 23.307,10 € pour les psychologues, paramédicaux et personnel spécial
- 22.029,86 € pour les éducateurs CI 1, 2A et chefs éduc.
- 16.593,31 € pour les éducateurs CI 2B, CI 3, puéricultrices et assimilés
- 24.886,40 € pour les éducateurs chefs de groupe

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 1257 du présent arrêté.

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

59,36% en service résidentiel

Pour les services gérés par un pouvoir organisateur public

Selon le type de prises en charge, les coefficients de subventionnement prévus au point a) de l'annexe 110 sont multipliés par les barèmes suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

- 23.066,15 € pour les psychologues, paramédicaux et personnel spécial
- 21.438,84 € pour les éducateurs CI 1, 2A et chefs éduc.
- 16.321,24 € pour les éducateurs CI 2B, CI 3, puéricultrices et assimilés
- 24.293,17 € pour les éducateurs chefs de groupe

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 1257 du présent arrêté.

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

51,09% en service résidentiel

Pour l'ensemble des services

On applique ensuite le coefficient suivant, compte tenu des disponibilités budgétaires :

100% en service résidentiel de nuit pour adultes

82% en service résidentiel pour adultes

D'autre part, la répartition implicite de l'encadrement entre les éducateurs de "catégorie I" et de la "catégorie II" prévue par les coefficients du point a) de l'annexe 110 est réajustée annuellement par l'Agence en tenant compte la moyenne par catégorie constatée durant l'année de référence pour les services résidentiels pour adultes et les services résidentiels de nuit pour adultes.

b) pour les services de logements supervisés

Montant n° 1 (représentant une moyenne des charges de fonctionnement) :

257,95 €

Montant n° 2 (représentant une moyenne des charges de personnel non éducatif et éducatif) :

les coefficients de subventionnement prévus au point c) de l'annexe 110 sont multipliés par les barème suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

- 22.246,14 € pour les institutions privées
- 22.005,56 € pour les institutions publiques

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 1257 du présent arrêté.

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

55,89% pour les institutions privées
47,62% pour les institutions publiques

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Titre XI du livre V de la Deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé, relatives aux services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées.

Namur, le 23 septembre 2021.

Le Ministre Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des Femmes,

Ch. MORREALE

Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Titre XI du livre V de la Deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé, relatives aux services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées

Annexe 114/8 visée à l'article 1314/83 § 4
du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé

**PARTIE VARIABLE DE LA SUBVENTION MOBILITE DETERMINEE EN
FONCTION DE LA SITUATION GEOGRAPHIQUE DU SERVICE**

Provinces	Arrondissements	Montants de la majoration
Brabant Wallon	Nivelles	0,50 €
Hainaut	Ath	1,01 €
	Charleroi	0,22 €
	Mons	0,39 €
	Soignies	0,48 €
	Thuin	1,06 €
	Tournai - Mouscron	0,71 €
Liège	Huy	1,06 €
	Liège	0,22 €
	Verviers	0,71 €
	Waremme	0,91 €
Luxembourg	Arlon	0,97 €
	Bastogne	4,08 €
	Marche-en-Famenne	3,02 €
	Neufchâteau	3,94 €
	Virton	2,56 €
Namur	Dinant	2,58 €
	Namur	0,66 €
	Philippeville	2,41 €

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Titre XI du livre V de la Deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé relatives aux services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées.

Namur, le 23 septembre 2021.

Le Ministre Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des Femmes,

Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2021/22118]

23 SEPTEMBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van bepaalde bepalingen van Titel XI van Boek V van het tweede deel van het Reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, betreffende de residentiële diensten en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, decreetgevend deel, inzonderheid op artikel 283, 6° en 7°;

Gelet op het Reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 november 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 26 november 2020;

Gelet op het rapport van 23 november 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet; Gelet op het advies van het branchecomité "Handicap" van het Agentschap, gegeven op 20 mei 2021;

Gelet op advies nr. 69.161/4 van de Raad van State, gegeven op 3 mei 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de parameters voor de berekening van het bedrag van de subsidies voor gehandicapte personen bestemde erkende en gesubsidieerde residentiële diensten en dagopvangdiensten met terugwerkende kracht moeten worden aangepast en dat toestanden moeten worden geregulariseerd met inachtneming van de eisen inzake rechtszekerheid en de individuele rechten van elke dienst;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. In artikel 1216, 5°, d), van het Reglementair deel van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid worden de woorden "van dossiers in een dienst begeleiding voor volwassenen" vervangen door de woorden "in diensten hulpverlening in leefmilieus bedoeld in titel VII"

Art. 3. In artikel 1248 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "De bedragen opgenomen in bijlage 100 evenals" ingevoegd vóór de woorden "de weddeschalen".

Art. 4. Artikel 1250 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. 1250. De voor het lopende jaar toe te passen aanpassingscoëfficiënt als bedoeld in artikel 1255, § 1, 2°, komt overeen met het resultaat van de vermenigvuldiging van 2 procent met het aantal maanden van het voorafgaande jaar dat voorafging aan de datum waarop de bedragen van de toelagen per tenlasteneming overeenkomstig artikel 1248 worden geïndexeerd, gedeeld door twaalf, verhoogd met 1.

Wanneer verscheidene indexeringen in het voorafgaande jaar hebben plaatsgevonden, wordt deze berekening voor elke indexering uitgevoerd en worden de resultaten van elk van deze berekeningen met elkaar vermenigvuldigd om de aanpassingscoëfficiënt voor het lopende jaar te behalen."

Art. 5. In artikel 1252, § 1, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "in bijlage 100, § 1, bedoelde" vervangen door de woorden "op basis van de parameters in bijlage 100, § 1, berekende".

Art. 6. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1252/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1252/1. Het agentschap maakt jaarlijks op zijn website de tarieven per tenlasteneming bekend, berekend op basis van de in bijlage 100 vermelde parameters."

Art. 7. In artikel 1255, § 1, 2°, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden “door de Regering jaarlijks vastgestelde” vervangen door de woorden “overeenkomstig de modaliteiten in artikel 1250 vastgestelde” en worden de woorden “en de bedragen van bijlage 100 aangepast aan de nadere regels waarvan sprake in artikel 1248” in fine toegevoegd.

Art. 8. In artikel 1261, lid 2, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden “de subsidie per tenlasteneming bedoeld in bijlage 100, § 1, a)” vervangen door de woorden “de subsidie per tenlasteneming vallend onder subsidie categorie C, berekend overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in bijlage 100.”.

Voor residentiële diensten voor volwassenen bedraagt de categorie van het percentage weekendaanwezigheid binnen de dienst dat in aanmerking wordt genomen voor de toepassing van de subsidie per tenlasteneming als bedoeld in het vorige lid, meer dan 75%.

Art. 9. In Deel 2, Boek V, Titel XI, van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk XI/I ingevoegd, dat de artikelen 1314/95bis, 1314/95ter en 1314/95quater omvat, luidend als volgt:

HOOFDSTUK XI/1. — *Omvorming*

Art. 1314/95bis. De dagopvangdienst voor volwassenen die wenst dat het geheel of een deel van zijn puntendoelstelling overgedragen wordt aan erkenningseenheden die de begeleiding van volwassen gebruikers beogen of aan een tenlasteneming in onder toezicht staande huisvestingsdiensten kan daar bij het Agentschap een aanvraag voor indienen.

De gespecialiseerde opvangdienst voor jongeren die wenst dat het geheel of een deel van zijn puntendoelstelling overgedragen wordt aan erkenningseenheden die de opvang, het verblijf of de begeleiding van volwassen gebruikers beogen kan daar bij het Agentschap een aanvraag voor indienen.

De overwogen overdracht:

1° maakt het mogelijk het globale volume van de werkgelegenheid in voltijdsequivalenten te handhaven;

2° waarborgt het behoud van:

a) het bezoldigingsstatuut van de werknemers;

b) de bestaande betrekkingen binnen de perken bepaald door de erkenningsnormen van de omgevormde structuur;

3° waarborgt de budgettaire neutraliteit van de omvorming;

4° voorziet in de modaliteiten van de personeelsopleiding;

5° beantwoordt aan de doelstellingen van het beheerscontract.

Art. 1314/95ter. Behoudens afwijking en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten mag de kostprijs van de aldus opgerichte erkenningseenheden niet hoger zijn dan het toelagesaldo dat voortkomt uit de vermindering van de puntendoelstelling van de dienst aan de oorsprong van de omvorming.

Art. 1314/95quater. In afwijking van artikel 1314/50 en 1314/56, eerste lid, behoudt de dienst waarvan de puntendoelstelling is gewijzigd als gevolg van een omvorming tijdens een observatieperiode, die gewijzigde puntendoelstelling gedurende de volgende observatieperiode.

In geval van verhoging van het puntenaantal zijn de bepalingen met betrekking tot artikel 1314/56, tweede lid, van toepassing voor de observatieperiode waarin de omvorming plaatsvindt, op basis van de puntendoelstelling van toepassing vóór de omvorming.

In geval van verlaging van het puntenaantal zijn de bepalingen met betrekking tot artikel 1314/56, tweede lid, van toepassing voor de observatieperiode waarin de omvorming plaatsvindt, op basis van de puntendoelstelling van toepassing na de omvorming.”.

Art. 10. In artikel 1314/185 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “de opvang, het verblijf of de begeleiding van volwassen gebruikers” vervangen door de woorden “de opvang of het verblijf van volwassen gebruikers of de begeleiding van jonge of volwassen gebruikers”.

Art. 11. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1314/186bis ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 1314/186bis. In afwijking van artikel 1314/144 en 1314/56, eerste lid, behoudt de dienst waarvan de puntendoelstelling is gewijzigd als gevolg van een omvorming tijdens een observatieperiode, die gewijzigde puntendoelstelling gedurende de volgende observatieperiode.

In geval van verhoging van het puntenaantal zijn de bepalingen met betrekking tot artikel 1314/150, tweede lid, van toepassing voor de observatieperiode waarin de omvorming plaatsvindt, op basis van de puntendoelstelling van toepassing vóór de omvorming.

In geval van verlaging van het puntenaantal zijn de bepalingen met betrekking tot artikel 1314/150, tweede lid, van toepassing voor de observatieperiode waarin de omvorming plaatsvindt, op basis van de puntendoelstelling van toepassing na de omvorming.”.

Art. 12. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1369/88 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 1369/88. De bedragen opgenomen in artikelen 1369/78 en 1369/79 zijn gekoppeld aan het spilindexcijfer 164,09 dat op 1 januari 2013 als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt.”.

Art. 13. In hetzelfde Wetboek wordt bijlage 100 vervangen door bijlage 1 die bij dit besluit gaat.

Art. 14. In hetzelfde Wetboek wordt bijlage 114/8 vervangen door bijlage 2 die bij dit besluit gaat.

Art. 15. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2019 met uitzondering van artikel 12 dat op 1 januari 2018 in werking treedt en van artikel 14 dat op 1 januari 2020 in werking treedt.

Art. 16. De Minister die bevoegd is voor het Gehandicaptenbeleid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 september 2021.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

Bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van bepaalde bepalingen van Titel XI van Boek V van het tweede deel van het Reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, betreffende de residentiële diensten en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen

Bijlage 100 bedoeld in artikel 1252
van het Reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

De toelagen per tenlasteneming vermeld in artikel 1252 van het Reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid worden bij optelling van de volgende bedragen berekend:

a) Voor de andere diensten dan de diensten voor gesuperviseerde woningen

Bedrag nr. 1 (een gemiddelde van de werkingslasten):

1.976,32 € in residentiële diensten ≤ 60 tenlastenemingen

1.965,94 € in residentiële diensten > 60 tenlastenemingen

Bedrag nr. 2 (een gemiddelde van de lasten van het niet-educatieve personeel):

voor de diensten beheerd door een privé inrichtende macht

5.253,26 € in residentiële diensten ≤ 60 tenlastenemingen

4.214,64 € in residentiële diensten > 60 tenlastenemingen

Deze bedragen worden verkregen door de in bijlage 109 opgenomen subsidiëringscoëfficiënten te vermenigvuldigen met de volgende gemiddelde schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar:

17.000,04 € voor het administratieve personeel:

21.114,75 € voor de boekhouders

15.945,12 € voor de arbeiders

22.246,14 € voor de maatschappelijke assistenten

26.106,12 € voor de directeurs in de diensten waarvan de gemiddelde referentiebezetting (GB) ≤ 60 is

31.765,00 € voor de directeurs in de diensten waarvan de gemiddelde referentiebezetting (GB) > 60 is

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk:

55,66% in residentiële diensten

voor de diensten beheerd door een openbare inrichtende macht

5.142,42 € in residentiële diensten ≤ 60 tenlastenemingen

4.128,22 € in residentiële diensten > 60 tenlastenemingen

Deze bedragen worden verkregen door de in bijlage 109 opgenomen subsidiëringscoëfficiënten te vermenigvuldigen met de volgende gemiddelde schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar:

16.710,92 € voor het administratieve personeel

20.573,53 € voor de boekhouders

15.597,36 € voor de arbeiders

22.005,56 € voor de maatschappelijke assistenten

25.292,36 € voor de directeurs in de diensten waarvan de gemiddelde referentiebezetting (GB) ≤ 60 is

30.981,49 € voor de directeurs in de diensten waarvan de gemiddelde referentiebezetting (GB) > 60 is

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk:
55,66% in residentiële diensten

Bedrag nr. 3 (een gemiddelde van de lasten van het educatieve personeel):

voor de diensten beheerd door een privé inrichtende macht

Naargelang van het soort tenlasteneming worden de onder punt a) van bijlage 110 bedoelde subsidiëringscoëfficiënten vermenigvuldigd met de volgende schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar:

23.307,10 € voor de psychologen, paramedici en bijzonder personeel
22.029,86 € voor de opvoeders Cl 1, 2A en hoofdopvoeders
16.593,31 € voor de opvoeders Cl 2B, 3e kl., kinderverzorgsters en daarmee gelijkgestelden
24.886,40 € voor de opvoeders-groepsleiders

De bedragen worden aangepast aan de reële gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van een toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 1257 van dit besluit.

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk:
59,36% in residentiële diensten

voor de diensten beheerd door een openbare inrichtende macht

Naargelang van het soort tenlasteneming worden de onder punt a) van bijlage 110 bedoelde subsidiëringscoëfficiënten vermenigvuldigd met de volgende schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar:

23.066,15 € voor de psychologen, paramedici en bijzonder personeel
21.438,84 € voor de opvoeders Cl 1, 2A en hoofdopvoeders
16.321,24 € voor de opvoeders Cl 2B, 3e kl., kinderverzorgsters en daarmee gelijkgestelden
24.293,17 € voor de opvoeders-groepsleiders

De bedragen worden aangepast aan de reële gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van een toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 1257 van dit besluit.

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk:
51,09% in residentiële diensten

Voor de gezamenlijke diensten

Vervolgens wordt het volgende coëfficiënt toegepast binnen de perken van de begrotingsmiddelen:

100% in residentiële nachtdiensten voor volwassenen
82% in residentiële diensten voor volwassenen

Anderzijds wordt de impliciete verdeling van de begeleiding onder de opvoeders van " categorie I " en " categorie II " waarin voorzien wordt door de coëfficiënten onder punt a) van bijlage 110 jaarlijks bijgestuurd door het Agentschap, rekening houdend met het gemiddelde per categorie vastgesteld in het referentiejaar voor residentiële diensten voor volwassenen en voor residentiële nachtdiensten voor volwassenen.

b) Voor de diensten voor gesuperviseerde woningen

Bedrag nr. 1 (een gemiddelde van de werkingslasten):

257,95 €

Bedrag nr. 2 (een gemiddelde van de lasten van het niet-educatieve en educatieve personeel):

de in punt c) van bijlage 110 bedoelde subsidiëringcoëfficiënten worden vermenigvuldigd met de volgende schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van tien jaar:

22.246,14 € voor privé-instellingen

22.005,56 € voor openbare instellingen

De bedragen worden aangepast aan de reële gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van een toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 1257 van dit besluit.

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk:

55,89% voor privé-instellingen

47,62% voor openbare instellingen

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van bepaalde bepalingen van Titel XI van Boek V van het tweede deel van het Reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, betreffende de residentiële diensten en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen.

Namen, 23 september 2021.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten

Ch. MORREALE

Bijlage 2 bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van bepaalde bepalingen van Titel XI van Boek V van het tweede deel van het Reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, betreffende de residentiële diensten en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen

Bijlage 114/8 bedoeld in artikel 1314/83, § 4,
van het Reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

VARIABEL GEDEELTE VAN DE MOBILITEITSSUBSIDIE NAAR GELANG VAN DE GEOGRAFISCHE LIGGING VAN DE DIENST

Provincies	Arrondissementen	Bedrag van de verhoging
Waals Brabant	Nijvel	0,50 €
Henegouwen	Aat	
	Charleroi	0,22 €
	Bergen	0,39 €
	Zinnik	0,48 €
	Thuin	1,06 €
	Doornik - Moeskroen	0,71 €
Luik	Hoei	1,06 €
	Luik	0,22 €
	Verviers	0,71 €
	Borgworm	0,91 €
Luxemburg	Aarlen	0,97 €
	Bastenaken	
	Marche-en-Famenne	3,02 €
	Neufchâteau	3,94 €
	Virton	2,56 €
Namen	Dinant	2,58 €
	Namen	0,66 €
	Philippeville	2,41 €

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van bepaalde bepalingen van Titel XI van Boek V van het tweede deel van het Reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, betreffende de residentiële diensten en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen.

Namen, 23 september 2021.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten

Ch. MORREALE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/204617]

23 SEPTEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi, au gestionnaire de réseau de distribution ORES, d'une prolongation du délai de mise en conformité à l'interdiction de réaliser des activités commerciales liées à l'énergie

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, tel que modifié;

Vu l'avis de la Commission wallonne pour l'énergie CD-20g16-CWaPE-1861 du 8 juillet 2020 relatif à la demande de prolongation du délai de mise en conformité d'ORES scrl à l'interdiction de réaliser des activités commerciales liées à l'énergie (article 8, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité);

Considérant que les activités déployées par ORES en matière de mobilité électrique l'ont été avant l'entrée en vigueur du décret du 11 mai 2018 modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz et que leur étendue a été réduite lorsqu'il est apparu qu'elles n'étaient plus conformes au cadre applicable en Région wallonne;

Considérant que la cessation immédiate de l'activité d'ORES, outre le fait que cela serait difficilement envisageable au niveau technique et administratif, serait également préjudiciable notamment dans le chef des communes concernées, sans que ce préjudice ne soit forcément compensé par des bénéfices pour les acteurs du marché ou les consommateurs;

Considérant que, de l'avis de la CWaPE, il serait préférable de permettre à ORES de poursuivre cette activité de manière temporaire et déterminée jusqu'à ce qu'elle puisse être remise à un tiers;

Considérant que la CWaPE est donc favorable à l'octroi, par le Gouvernement, d'un délai supplémentaire de deux ans à compter de l'introduction de la requête et prenant fin le 30 juin 2022 pour qu'ORES se mette en conformité avec l'article 8, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 12 avril 2001;

Considérant que le délai de mise en conformité est octroyé dans le but de permettre à ORES de mettre un terme à cette activité commerciale dans des conditions raisonnables;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le gestionnaire de réseau de distribution ORES dispose d'un délai supplémentaire prenant fin au 30 juin 2022 en vue de se conformer aux dispositions de l'article 8, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité pour ce qui a trait à la clôture de son activité de prestation de services administratifs liés aux bornes de rechargement électrique dans le respect des conditions suivantes :

1^o la poursuite temporaire de l'activité de prestation de services liée aux bornes électriques se limite à l'activité en cours, sans développement, modification et/ou extension de celle-ci.

2^o le gestionnaire de réseau de distribution ORES s'engage à démontrer trimestriellement l'état d'avancement de la mise en conformité aux dispositions de l'article 8, § 2 alinéa 1^{er} du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité.

Le non-respect de ces conditions par le gestionnaire de réseau de distribution ORES entraîne l'annulation du délai mentionné à l'alinéa 1^{er}.

Art. 2. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 septembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie et de la Mobilité,

Ph. HENRY